



HAL
open science

Le rôle de l'Accord de Paris dans le contentieux climatique national

Camille Martini

► **To cite this version:**

Camille Martini. Le rôle de l'Accord de Paris dans le contentieux climatique national. Journées des doctorants de l'ADEME, Mar 2023, Angers, France. hal-04520538

HAL Id: hal-04520538

<https://hal.science/hal-04520538v1>

Submitted on 25 Mar 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le rôle de l'Accord de Paris dans le contentieux climatique national

Camille Martini

Je suis candidat au doctorat à Aix-Marseille Université depuis octobre 2022 sous la direction de Sandrine Maljean-Dubois et Mathilde Hautereau-Boutonnet, au sein de l'UMR 7318 Droits international comparé et européen (DICE). La référente ADEME de mon projet est Tiphaine Rich.

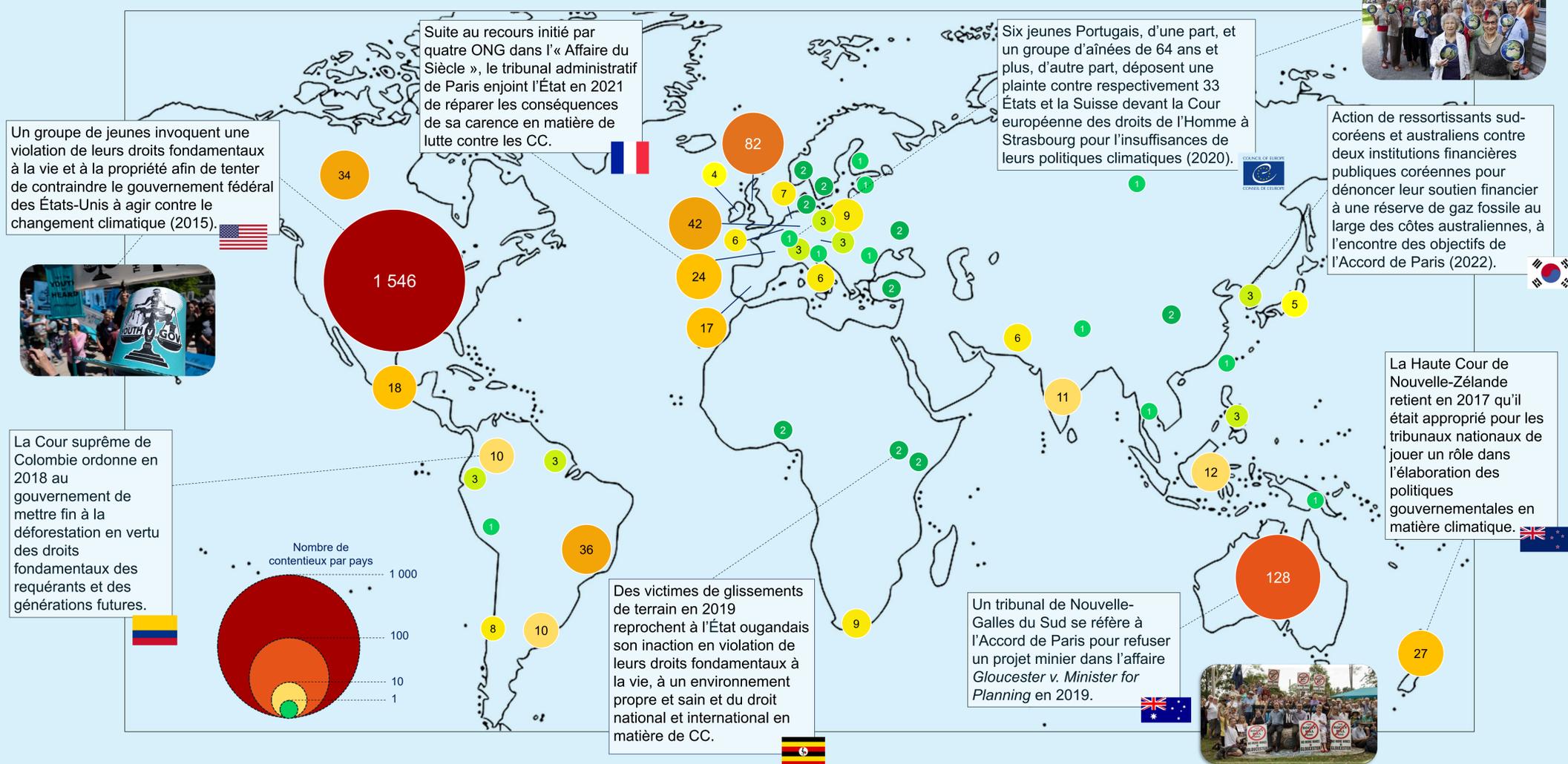


Avec l'adoption de l'Accord de Paris en décembre 2015, la plupart des États se sont progressivement dotés d'**objectifs d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques** (« CC »), qui fournissent des références chiffrées permettant d'évaluer l'action des États et des entreprises à travers le monde.

De plus en plus d'individus et organisations de la société civile **intentent des procès contre des gouvernements et entreprises multinationales** pour les contraindre à **rehausser l'ambition de leurs politiques et stratégies** à court et long terme et **les aligner avec ces objectifs**. Depuis 2015, le nombre de ces contentieux a plus que doublé au niveau mondial, passant de **800 affaires initiées entre 1986 et 2014 à un total de 2 229 affaires au 1^{er} mars 2023** (figure 1 ci-dessous).

Bien que les recours climatiques tendent de plus en plus à être victorieux, les plaignants se heurtent encore à de nombreux obstacles dans leurs démarches. Mon projet de thèse vise à comparer la façon dont les tribunaux à travers le monde, poussés par la société civile, **utilisent les objectifs de l'Accord de Paris dans leurs décisions**.

Distribution géographique des contentieux climatiques nationaux (1985-2023)



Les procès stratégiques pour le climat : un phénomène émergent, pluriel et global

Quels enjeux ? Quels objectifs ?

- Comprendre le rôle émergent du juge dans la gouvernance du climat, à travers la collecte et l'analyse de données par observation documentaire et observation directe de procès.
- Assurer un suivi des politiques climatiques nationales et tenir les États responsables de leurs engagements internationaux adoptés dans le cadre des Conférences des Parties (COP).

Fig. 1 – Évolution du nombre total de contentieux climatiques nationaux dans le temps (2013-2023)

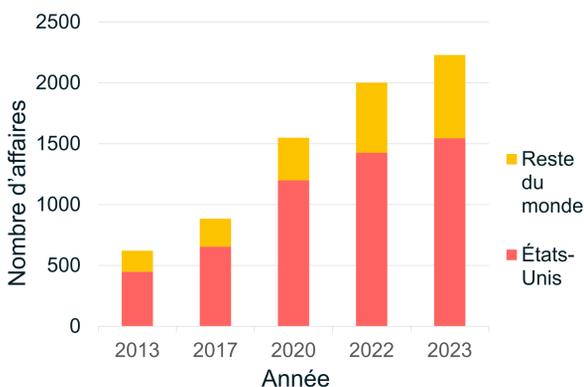
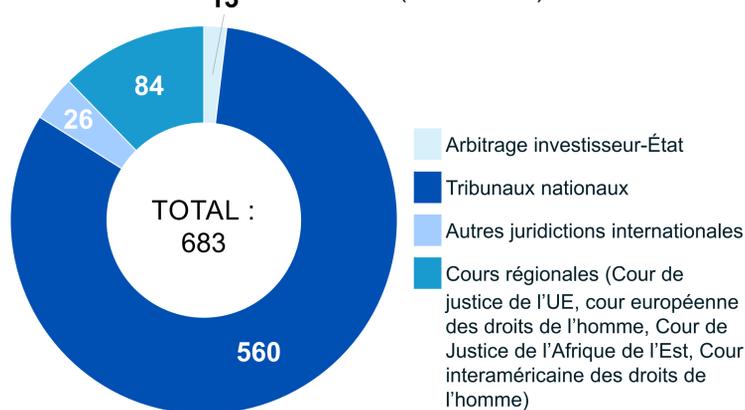


Fig. 2 – Distribution des contentieux climatiques nationaux contre des États par forum, hors États-Unis (1994-2022)



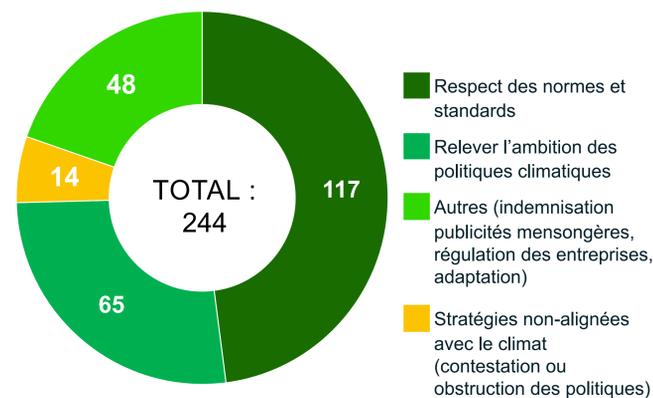
Premiers enseignements

- Certaines stratégies judiciaires mobilisant l'Accord de Paris fonctionnent et peuvent d'être reproduites d'une juridiction à l'autre.
- Le juge national s'impose progressivement comme un acteur clé de la gouvernance du climat, permettant d'interdire des projets ayant un fort impact climatique ou de prévenir des atteintes aux droits fondamentaux causées par les CC.

Applications pratiques

- Fournir aux décideurs et acteurs de la société civile une cartographie des stratégies juridiques pouvant être mobilisées en faveur de l'atténuation et l'adaptation aux CC au niveau national et/ou local.
- Donner aux requérants actuels et futurs les outils pour élaborer des arguments juridiques mobilisant le régime international pour le climat qui soient novateurs et plus efficaces

Fig. 3 – Objectif principal des requérants dans les contentieux climatiques nationaux dits stratégiques, hors États-Unis (2015-2022)



Références :
 • Carte et figures 1 et 2 : Sabin Center for Climate Change Law, *Global and U.S. Climate Change Databases* (en ligne), en date du 1^{er} mars 2023.
 • Figure 3 : Setzer J. et Higham C., « Global Trends in Climate Change Litigation: 2022 Snapshot » (juin 2022), Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment et Centre for Climate Change Economics and Policy, pp. 18-23.